

**Art. 2.** Het bedrag van het specifiek inschrijvingsgeld is vastgesteld als volgt :

- |   |            |
|---|------------|
| 1° In het gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan  | BF 35 000; |
| 2° In het buitengewoon secundair onderwijs met volledig leerplan  | BF 40 000; |
| 3° In het hoger niet-universitair onderwijs met volledig leerplan :   |            |
| a) korte type   | BF 40 000; |
| b) hoger onderwijs van het lange type :   |            |
| eerste cyclus   | BF 60 000; |
| tweede cyclus   | BF 80 000. |
| 4° In het onderwijs voor sociale promotie :   |            |
| a) BF 1 200 per wekelijkse lestijd voorzien in het lessenrooster, met een maximum van BF 9 600;   |            |
| b) voor elke vorming van korte duur onder vorm van versnelde of intensieve cursus :   |            |
| BF 4 800 voor een opleiding tot en met tweehonderdveertig lessen;   |            |
| BF 9 600 voor een opleiding van meer dan tweehonderdveertig lessen.   |            |
| c) er wordt evenwel geen specifiek inschrijvingsgeld opgelegd aan leerlingen en aan studenten voor het volgen van een taalcursus Frans in het Franse taalgebied, en een taalcursus Nederlands of Frans in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad, die reeds ingeschreven zijn in het onderwijs met volledig leerplan. |            |
| 5° In het onderwijs met beperkt leerplan, zoals bepaald door artikel 1, § 1 van de wet van 29 juni 1983 betreffende de leerplicht : BF 15 000.  |            |

**Art. 3.** Het betaalde specifiek inschrijvingsgeld wordt niet terugbetaald bij het stopzetten van de studies of het vertrek van de leerling of de student tijdens het school- of academiejaar.

**Art. 4.** De studenten die vóór 1 september 1985 hun hogere studies hebben aangevangen kunnen hun studies voleindigen onder het regime dat op hen van toepassing was vóór het van kracht worden van de beschikkingen van dit besluit.

**Art. 5.** Het koninklijk besluit van 30 augustus 1985 tot uitvoering van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs, voor zover niet vernietigd bij arrest 32.989, d.d. 6 september 1983, van de Raad van State, wordt opgeheven.

**Art. 6.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1991, behalve 1°, a, en 4° van artikel 1, die uitwerking hebben vanaf 1 september 1990.

**Art. 7.** De Ministers onder wie het Onderwijs ressorteert zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 september 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met de Begroting,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFÉ

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

F. 91 — 3664

**1<sup>er</sup> OCTOBRE 1991.** — Arrêté de l'Exécutif modifiant et complétant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1<sup>er</sup>, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974 et par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, modifié en dernier lieu par la loi du 27 février 1986;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté de l'Exécutif du 29 août 1990;

Vu le protocole du 6 septembre 1991 contenant les conclusions des négociations menées au sein du Comité du secteur IX;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 juin 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant la fonction publique dans ses attributions, donné le 30 septembre 1991;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget dans ses attributions, donné le 30 septembre 1991;  
Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française en date du 30 septembre 1991,

Arrête :

**Article 1er.** L'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1er avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, ainsi que le tableau y annexé sont modifiés et complétés comme suit :

<b>Chapitre D. — Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire (degré supérieur)</b>	
Professeur de cours techniques :	
...	
« f) porteur d'un autre titre requis » .....	222/1
« g) porteur d'un autre titre requis, à l'exception du certificat d'aptitudes pédagogiques, lorsque celui-ci est requis; » .....	216/1
...	
Régime transitoire	
...	
« c) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait, au 31 mars 1972, de l'échelle octroyée à l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur. » ...	216/1
...	
« g) en fonction dans une école technique secondaire supérieure, non porteur d'un diplôme universitaire ou d'un diplôme du niveau supérieur du 2e degré et qui a bénéficié du barème 80.400 — 149.520, sous le régime de l'arrêté royal du 1er décembre 1953 précité. » ..	222/1
Professeur de pratique professionnelle	
« a) porteur du titre requis » .....	222/1
Régime transitoire	
« nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait, au 31 mars 1972, de l'échelle de l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur. » .....	216/1
Professeur de cours techniques et de pratique professionnelle	
« a) porteur du titre requis » .....	222/1
Régime transitoire	
« a) nommé à cette fonction, porteur d'un titre autre que le titre requis et qui bénéficiait, au 31 mars 1972, de l'échelle de l'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur. » .....	216/1
<b>Chapitre G. — Du personnel auxiliaire d'éducation</b>	
Surveillant-éducateur :	
« a) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur. » .....	143/1
« b) porteur du diplôme de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge. » .....	143/1
...	
Régime transitoire	
« a) en fonction dans un athénée royal, un lycée royal, une école normale gardienne, une école normale primaire, une école normale moyenne ou une école moyenne, porteur du certificat d'humanités complètes, du diplôme d'instituteur primaire, de régent, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur, de candidat, de conseiller social ou d'assistant social et en fonction en cette qualité à la date du 1er mars 1953. » .....	143/1
« b) en fonction à la date du 31 mars 1972, définitif ou stagiaire et qui bénéficiait à cette date de l'échelle de surveillant-éducateur, porteur du diplôme d'instituteur primaire ou en qualité de surveillant-éducateur d'internat, de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat porteur du diplôme d'instituteur primaire. » .....	143/1
L'échelle 143/1 est octroyée :	
« au surveillant-éducateur admis au stage à la date du 1er septembre 1972 et qui, temporaire, bénéficiait, au 31 mars 1972, de l'échelle de surveillant-éducateur, porteur du diplôme d'instituteur primaire. »	
...	
Surveillant-éducateur d'internat	
« a) porteur du diplôme d'instituteur primaire, d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur ou d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur;	
« b) porteur du diplôme de conseiller social, d'assistant social ou de candidat délivré par une université belge. » .....	150/1
...	
Régime transitoire	
« a) en fonction à la date du 31 mars 1972, définitif ou stagiaire, et qui bénéficiait à cette date de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat, porteur du diplôme d'instituteur primaire ou en qualité de surveillant-éducateur de l'échelle de surveillant-éducateur, porteur du diplôme d'instituteur primaire. » .....	150/1
L'échelle 150/1 est octroyée :	
« 1. pour la période du 1er avril 1972 au 30 juin 1972 :	
au surveillant-éducateur d'internat temporaire, en fonction au 31 mars 1972 et qui, à cette date, bénéficiait de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat, porteur du diplôme d'instituteur primaire.	

2. à partir du 1er septembre 1972 :

au surveillant-éducateur d'internat admis au stage à cette date et qui, temporaire, bénéficiait, au 31 mars 1972, de l'échelle de surveillant-éducateur d'internat, porteur du diplôme d'instituteur primaire.»

« Educateur économe : (prestations : 36 heures/semaine au minimum) » .....	150/1
« Secrétaire de direction : (prestations : 36 heures/semaine au minimum) » .....	150/1
Chapitre J. — Du personnel des centres psycho-médico-sociaux de la Communauté française	
...	
Auxiliaire social .....	315/1

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1991.

Art. 3. Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 1er octobre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :  
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,  
Y. YLIEFF

Annexe complétant l'annexe à l'arrêté royal du 27 juin 1974

Tableau des échelles de traitements

Echelles de la classe « 22 ans »

109	113	117
584 813 — 991 136	645 233 — 1 051 556	670 409 — 1 076 732
3 <sup>e</sup> × 14 577	3 <sup>e</sup> × 14 577	3 <sup>e</sup> × 14 577
12 <sup>e</sup> × 30 216	12 <sup>e</sup> × 30 216	12 <sup>e</sup> × 30 216
121	125	126
695 583 — 1 101 906	720 759 — 1 127 082	730 828 — 1 137 151
3 <sup>e</sup> × 14 577	3 <sup>e</sup> × 14 577	3 <sup>e</sup> × 14 577
12 <sup>e</sup> × 30 216	12 <sup>e</sup> × 30 216	12 <sup>e</sup> × 30 216
127	130	132
745 933 — 1 152 256	756 004 — 1 162 327	781 179 — 1 187 502
3 <sup>e</sup> × 14 577	3 <sup>e</sup> × 14 577	3 <sup>e</sup> × 14 577
12 <sup>e</sup> × 30 216	12 <sup>e</sup> × 30 216	12 <sup>e</sup> × 30 216
135	143/1	150/1
806 354 — 1 212 677	570 344 — 963 068	630 764 — 1 023 488
3 <sup>e</sup> × 14 577	3 <sup>e</sup> × 20 140	3 <sup>e</sup> × 20 140
12 <sup>e</sup> × 30 216	12 <sup>e</sup> × 27 692	12 <sup>e</sup> × 27 692
167	216/1	222/1
728 108 — 1 120 832	661 159 — 1 136 965	695 585 — 1 171 371
3 <sup>e</sup> × 20 140	3 <sup>e</sup> × 20 978	3 <sup>e</sup> × 20 978
12 <sup>e</sup> × 27 692	12 <sup>e</sup> × 34 406	12 <sup>e</sup> × 34 406
231	248	
755 985 — 1 231 791	795 427 — 1 271 233	
3 <sup>e</sup> × 20 978	3 <sup>e</sup> × 20 978	
12 <sup>e</sup> × 34 406	12 <sup>e</sup> × 34 406	

Echelle de la classe « 23 ans »

315/1
611 470 — 1 087 276
3 <sup>e</sup> × 20 978
12 <sup>e</sup> × 34 406

Les échelles de traitements de la classe 21 ans désignées par les indices 109, 113, 117, 121, 125, 126, 127, 130, 132, 135 et 167 sont supprimées à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

N. 91 — 3664

**1 OKTOBER 1991.** — Besluit van de Executieve tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit d.d. 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974 en bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende de bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij de wet van 27 februari 1986;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van de Executieve van 29 augustus 1990;

Gelet op het protocol van 6 september 1991 met de besluiten van de onderhandelingen in Sectorcomité IX;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 28 juni 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, d.d. 30 september 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, d.d. 30 september 1991;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve van de Franse Gemeenschap, d.d. 30 september 1991.

Besluit:

**Artikel 1.** Het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, alsmede de hierbij gevoegde tabel, worden gewijzigd en aangevuld als volgt:

Hoofdstuk D. — Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs (hogere graad)

Leraar technische cursussen:

« f houder van een ander vereist bekwaamheidsbewijs » .....	222/1
« g) houder van een ander vereist bekwaamheidsbewijs, met uitzondering van het getuigschrift voor pedagogische bekwaamheid, wanneer laatstgenoemd vereist is; .....	216/1

Overgangsregeling

« c) benoemd in dit ambt, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bewijs en die op 31 maart 1972 de schaal genoot die toegekend wordt aan de geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs. » .....	216/1
---	-------

« g) in dienst in een hoger secundaire technische school, niet houder van een universitair diploma of van een diploma van het hoger niveau van de 2e graad en die de weddeschaal 80 400 — 149 520 genoot krachtens bovenvermeld koninklijk besluit van 1 december 1953. » .....	222/1
---	-------

Leraar beroepspraktijk

« a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs. » .....	222/1
--	-------

Overgangsregeling

« benoemd in dit ambt, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot. » .....	216/1
--	-------

Leraar technische vakken en beroepspraktijk

« a) houder van het vereiste bekwaamheidsbewijs. » .....	222/1
--	-------

Overgangsregeling

« a) benoemd in dit ambt, houder van een ander bekwaamheidsbewijs dan het vereiste bekwaamheidsbewijs en die op 31 maart 1972 de weddeschaal van geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs genoot. » .....	216/1
---	-------

Hoofdstuk G. — Opvoedend hulppersoneel

Studiemeester-opvoeder

« a) houder van een diploma van onderwijzer, van geaggregeerde lager secundair onderwijs of geaggregeerde hoger secundair onderwijs. » .....	143/1
--	-------

« b/houder van het diploma sociaal adviseur, maatschappelijk assistent of kandidaat, uitgereikt door een Belgische universiteit. » .....	143/1
...	
Overgangsregeling	
« a) in dienst in een koninklijk atheneum, een koninklijk lyceum, een normaal school voor kleuteronderwijzeressen, een lagere normaalschool of een middelbare normaalschool of een middelbare school, houder van een getuigschrift van volledige humaniora, van het diploma van onderwijzer, regent, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs, kandidaat, sociaal adviseur of maatschappelijk assistent en in dienst in deze hoedanigheid op 1 mars 1953. » .....	143/1
« b) in dienst op 31 mars 1972, vastbenoemd of stagiair, en die op die datum de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer of, in de hoedanigheid van studiemeester-opvoeder in een internaat, de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder in een internaat, houder van het diploma van onderwijzer. » .....	143/1
De weddeschaal 143/1 wordt toegekend : « aan de studiemeester-opvoeder, tot de stage toegelaten op 1 septembre 1972, die als tijdelijke op 31 mars 1972, de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer. »	
...	
Studiemeester-opvoeder in een internaat	
« a) houder van het diploma van onderwijzer, geaggregeerde voor het lager secundair onderwijs of geaggregeerde voor het hoger secundair onderwijs. » .....	150/1
« b) houder van het diploma van sociaal adviseur, maatschappelijk assistent of kandidaat uitgereikt door een Belgische universiteit. »	
Overgangsregeling	
« a) in dienst op 31 mars 1972, vastbenoemd of stagiair, die op die datum de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder in een internaat, houder van het diploma van onderwijzer, of in de hoedanigheid van studiemeester-opvoeder, de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder, houder van het diploma van onderwijzer, genoot. » .....	150/1
De weddeschaal 150/1 wordt toegekend :	
« 1. Voor de periode van 1 avril 1972 tot 30 juin 1972 : aan de tijdelijke studiemeester-opvoeder in een internaat, in dienst op 31 mars 1972, die op die datum de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder in een internaat, houder van het diploma van onderwijzer. »	
« 2. Vanaf 1 septembre 1972 : aan de studiemeester-opvoeder internaat, tot de stage toegelaten op die datum en die als tijdelijke, op 31 mars 1972 de weddeschaal genoot van studiemeester-opvoeder in een internaat, houder van het diploma van onderwijzer. » .....	150/1
...	
Opvoeder-huismeester :	
(prestaties : 36 uur/week) .....	150/1
« Directiesecretaris :	
(prestaties : 36 uur/week) .....	150/1
Hoofdstuk J. — Personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Franse Gemeenschap	
...	
Maatschappelijk assistent. ....	315/1
Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1991.	
Art. 3. De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 1 oktober 1991.	

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,  
Y. YLIEFF

Bijlage tot aanvulling van het koninklijk besluit d.d. 27 juni 1974

Tabel met weddeschalen

Schalen van de klasse « 22 jaar »

109	113	117
—	—	—
584 813 — 991 136	645 233 — 1 051 556	670 409 — 1 076 782
3 <sup>1</sup> × 14 577	3 <sup>1</sup> × 14 577	3 <sup>1</sup> × 14 577
12 <sup>2</sup> × 30 216	12 <sup>2</sup> × 30 216	12 <sup>2</sup> × 30 216
121	125	126
—	—	—
695 583 — 1 101 906	720 759 — 1 127 082	730 828 — 1 137 151
3 <sup>1</sup> × 14 577	3 <sup>1</sup> × 14 577	3 <sup>1</sup> × 14 577
12 <sup>2</sup> × 30 216	12 <sup>2</sup> × 30 216	12 <sup>2</sup> × 30 216

127	130	132
745 933 — 1 152 256	756 004 — 1 162 327	781 179 — 1 187 502
3' x 14 577	3' x 14 577	3' x 14 577
12' x 30 216	12' x 30 216	12' x 30 216
135	143/1	150/1
806 354 — 1 212 677	570 344 — 963 068	630 764 — 1 023 488
3' x 14 577	3' x 20 140	3' x 20 140
12' x 30 216	12' x 27 692	12' x 27 692
167	216/1	222/1
728 108 — 1 120 832	661 159 — 1 136 965	695 565 — 1 171 371
3' x 20 140	3' x 20 978	3' x 20 978
12' x 27 692	12' x 34 406	12' x 34 406
231	248	
755 985 — 1 231 791	795 427 — 1 271 233	
3' x 20 978	3' x 20 978	
12' x 34 406	12' x 34 406	

Schalen van de klasse « 23 jaar »

315/1
611 470 — 1 087 276
3' x 20 978
12' x 34 406

De weddeschalen van de klasse 21 jaar aangeduid door de indexcijfers 109, 113, 117, 121, 125, 126, 127, 130, 132, 135 en 167 worden afgeschaft op de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

F. 91 — 3665

**17 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif  
concernant la mise à disposition des immeubles du Centre hospitalier universitaire de Liège**

L'Exécutif de la Communauté française,

- Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi du 8 août 1988;
- Vu l'article 13, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal n° 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège;
- Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné en date du 30 janvier 1991;
- Vu l'accord du Ministre du Budget du 4 février 1991;
- Vu la délibération de l'Exécutif du 4 février 1991;
- Sur proposition du Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une redevance est payée annuellement par le Centre hospitalier universitaire de Liège, pour l'occupation des biens immobiliers par nature, situés rue de l'Hôpital 1, à Liège, dont il n'a pas assuré sur ses fonds propres le parachèvement ou l'acquisition.

**Art. 2.** Ces biens immobiliers comprennent les ensembles parachevés suivants exploités par le Centre hospitalier universitaire : Bloc central, Tour des soins normaux, Tour des soins intensifs, Tour de la mère et de l'enfant (partim), parking souterrain (partim) et gare à marchandises.

**Art. 3.** La redevance est fixée à trois cent soixante millions de francs, payables annuellement selon les modalités à déterminer en accord avec le centre hospitalier universitaire.

**Art. 4.** Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 1991.

Bruxelles, le 17 octobre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF